AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 38.571/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Simplification administrative, le 10 juin 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à la simplification administrative II", a donné le 5 juillet 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Article 3

L'article 30, 1°, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, n'a pas la même portée que celle de l'article 100 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

L'interdiction de "remplir aucune fonction qui impose, même occasionnellement, la détention ou le port d'une arme" se justifie à raison du statut de l'objecteur de conscience, tel qu'il résulte de l'article 1er des lois coordonnées le 20 février 1980 précitées. Contrairement au commentaire de l'article 3, l'abrogation de l'article 30, 1°, précité, n'est pas un préalable à l'abrogation de l'article 27 de l'arrêté royal du 30 juillet 1987 portant exécution des lois sur la milice.

L'article 3 a un objet étranger à celui de l'ensemble de l'avant-projet, le cas échéant, il sera omis.

Article 4

Compte tenu de l'introduction d'un quatrième alinéa nouveau [(1)], il convient de modifier le texte de l'ancien quatrième alinéa qui devient le cinquième en remplaçant les mots "à l'alinéa précédent" par les mots "au troisième alinéa".

---

(1) Et non pas un "nouveau troisième alinéa" comme l'indique l'exposé des motifs.

Article 5

Cette disposition entend modifier l'intitulé du chapitre X "Dispositions transitoires" en "Dispositions modificatives" (2).

Or il n'en est rien. Les nouvelles dispositions entendent mettre en place le régime d'ouverture d'un débit de boisson sur le territoire d'une commune faisant partie d'une Région qui a réduit à zéro le taux de la taxe d'ouverture.

Il y a lieu de revoir l'intitulé afin qu'il corresponde au contenu des dispositions qu'il précède.

Article 6

a) L'article 50, en projet, tend à confier aux "administrations communales" (3) le contrôle des débits de boissons fermentées dans les Régions où la taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées, visée à l'article 3, alinéa 1er, 3°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, a été réduite à zéro par les législateurs régionaux, sans qu'à l'avenir les receveurs des accises n'aient encore à intervenir dans ce domaine; le contrôle continuera de s'exercer sur les locaux et les exploitants, par chaque commune.

En vertu de l'article 6, paragraphe 1er, VIII, dernier alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les lois et les arrêtés de l'autorité fédérale peuvent, en tout cas, charger les autorités des communes de leur exécution, et d'autres missions, en ce compris donner un avis.

---

(2) Le commentaire de l'article diffère du texte de l'avant-projet et cette proposition n'est pas heureuse.

(3) L'expression est empruntée aux dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953.

Dans un souci de concordance avec la disposition précitée de la loi spéciale, il y a lieu de remplacer, de l'accord du délégué du ministre, les termes "administration communale", employés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 50 en projet, par les mots "autorité communale" (4).

Le paragraphe 2 se lirait donc comme suit en son début :

"§ 2. Dans les communes visées au § 1er, l'autorité communale vérifie : (...)".

b) Le paragraphe 2, alinéa 2, pourrait être mieux rédigé pour faire apparaître qu'il règle, par un jeu de références, les cas où la situation juridique du débitant est plus complexe (il n'est pas exact de viser un "cas" qui soit un débitant).

c) Dans le paragraphe 3, l'"avis positif" de l'autorité communale s'apparente à une autorisation préalable. Mieux vaut donc employer cette dernière expression (5).

d) Le texte en projet, contrairement aux dispositions légales coordonnées le 3 avril 1953, ne prévoit pas que le débitant est tenu de remettre à l'autorité de contrôle, une déclaration dans les quinze jours au moins qui précèdent le commencement de l'exploitation; dans le régime actuel, il s'ensuit un "avis" du receveur des accises dans les huit jours.

Si, dans un but de simplification sur lequel insiste le délégué du ministre, le terme "demande" peut être préféré à celui de déclaration (qui impliquerait un formulaire spécifique à cette procédure, alors que les auteurs du projet veulent favoriser l'usage de documents à finalités multiples), en revanche, la clarté des nouvelles prescriptions suppose, de l'accord du délégué du ministre :

- d'imposer l'introduction d'une demande préalable d'autorisation d'ouverture;

---

(4) Ce faisant, on prévient tout excès de compétence et on évite une formulation ambigüe du point de vue du droit administratif.

(5) L'article 29 des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées vise au demeurant, en son alinéa 3, le défaut d'"autorisation d'ouverture".

- de fixer dans la loi les critères permettant de déterminer quelle est la commune à laquelle le débitant doit adresser sa demande, en particulier pour ce qui concerne les débits ambulants.

Article 14

1. L'article 14 de l'avant-projet vise à modifier la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Conformément à l'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 10 mars 1998 organisant la Commission des marchés publics, cette disposition doit être soumise par le Premier Ministre à l'avis de la commission précitée.

Il ne résulte d'aucune pièce du dossier que cette formalité a été accomplie, l'auteur de l'avant-projet y veillera.

2. La section de législation fait observer que les mesures de simplification prévues par les deux dernières phrases de l'article 23, § 4, alinéas 2 et 3 nouveaux de la loi du 24 décembre 1993 précitée, ne concernent pas la signification par exploit d'huissier.

Le cas échéant, le texte sera revu à la lumière de cette observation.

Article 15

Compte tenu de l'article 3 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, il est inutile de préciser que la Banque-Carrefour des Entreprises est créée "auprès du Service Public Fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie". Ces mots seront omis.

Article16

Plutôt que "supprimer" le deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi du 9 mars 1993 tendant à réglementer et à contrôler les activités des entreprises de courtage matrimonial, il convient de l'abroger; le 3°, en projet, devrait être adapté en conséquence.

Article 19

L'alinéa 1er est inutile puisqu'il ne fait que rappeler la règle ordinaire d'entrée en vigueur des textes législatifs. L'alinéa 2 suffit.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Les rapports ont été présentés par MM. J. REGNIER, premier auditeur chef de section et G. SCOHY, auditeur adjoint.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.571/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 juni 2005 door de Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende administratieve vereenvoudiging II", heeft op 5 juli 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 3

Artikel 30, 1°, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, heeft niet dezelfde draagwijdte als die van artikel 100 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962.

De verbodsbepaling waarbij de gewetensbezwaarde "geen enkel openbaar ambt (mag) uitoefenen dat hem verplicht, zelfs bij gelegenheid, een wapen in zijn bezit te hebben of te dragen" is gerechtvaardigd op grond van het statuut van de gewetensbezwaarde, zoals dat blijkt uit artikel 1 van de voornoemde gecoördineerde wetten van 20 februari 1980. In tegenstelling tot het bepaalde in de commentaar op artikel 3, is de opheffing van het voornoemde artikel 30, 1°, geen noodzakelijke voorwaarde voor de opheffing van artikel 27 van het koninklijk besluit van 30 juli 1987 tot uitvoering van de dienstplichtwetten.

Aangezien artikel 3 een andere strekking heeft dan die van het voorontwerp in zijn geheel, dient het in voorkomend geval te vervallen.

Artikel 4

Gelet op het feit dat een nieuw vierde lid [(1)] wordt ingevoegd, behoort de tekst van het oude vierde lid, dat het vijfde lid wordt, gewijzigd te worden door de woorden "het vorige lid" te vervangen door de woorden "het derde lid".

---

(1) En niet een "nieuwe derde alinea", zoals gesteld wordt in de memorie van toelichting.

Artikel 5

Deze bepaling beoogt het opschrift "Overgangsbepalingen" van hoofdstuk X te wijzigen in "Wijzigingsbepalingen" [2].

Daar is echter niets van aan. De nieuwe bepalingen beogen regels te geven voor het openen van een drankslijterij (lees : drankgelegenheid) op het grondgebied van een gemeente die deel uitmaakt van een Gewest dat de openingsbelasting tot niets heeft teruggebracht.

Het opschrift dient te worden herzien opdat het overeenstemt met de inhoud van de bepalingen waaraan het voorafgaat.

Artikel 6

a) Het ontworpen artikel 50 beoogt de "gemeentebesturen" [3] de controle toe te vertrouwen op de slijterijen van gegiste dranken in de Gewesten waar de belasting op het openen van slijterijen van gegiste dranken, een belasting bedoeld in artikel 3, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, tot niets teruggebracht is door de gewestwetgevers, zonder dat de ontvangers der accijnzen in de toekomst nog op dat vlak dienen op te treden; de controle zal door elke gemeente verder worden uitgevoerd op de lokalen en exploitanten.

Krachtens artikel 6, paragraaf 1, VIII, laatste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen de wetten en besluiten van de federale overheid de overheden van de gemeenten hoe dan ook belasten met de uitvoering daarvan en met andere opdrachten, met inbegrip van het geven van advies.

---

(2) De commentaar op dit artikel verschilt van de tekst van het voorontwerp en dat voorstel is niet erg geslaagd.

(3) De term is ontleend aan de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 april 1953.

Ter wille van de overeenstemming met de voornoemde bepaling van de bijzondere wet, behoort de term "gemeentebestuur", die gebezigd wordt in de paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel 50, vervangen te worden door het woord "gemeenteoverheid" (4). De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Het begin van paragraaf 2 zou dus al volgt luiden :

"§ 2. In de in § 1 bedoelde gemeenten gaat de gemeenteoverheid na : (...)".

b) Paragraaf 2, tweede lid, zou beter kunnen worden gesteld, teneinde duidelijk te maken dat daarin, via allerlei verwijzingen, de gevallen geregeld worden waarin de juridische situatie van de slijter complexer is (het is niet correct om te verwijzen naar een "geval" en daarmee de slijter te bedoelen).

c) In paragraaf 3 komt het begrip "positief bericht" neer op een voorafgaande vergunning. Het is dan ook beter om deze laatste uitdrukking te gebruiken (5).

d) In de ontworpen tekst wordt in tegenstelling tot de wetsbepalingen die gecoördineerd zijn op 3 april 1953, niet bepaald dat de slijter gehouden is om tenminste vijftien dagen vóór het in bedrijf nemen van de slijterij bij de controlerende instantie aangifte te doen; in de huidige regeling volgt binnen acht dagen een "bericht" van de ontvanger der accijnzen.

Al kan ter wille van de vereenvoudiging, waar de gemachtigde van de Minister op aandringt, de term "verzoek" verkozen worden boven de term "aangifte" (waardoor een specifiek formulier voor deze procedure vereist zou zijn, terwijl de stellers

---

(4) Op deze manier wordt elke machtsoverschrijding voorkomen en wordt een uit administratiefrechtelijk standpunt dubbelzinnige formulering vermeden.

(5) In het derde lid van artikel 29 van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken wordt overigens het geval genoemd waarbij "de opening niet toegelaten" is.

van het ontwerp het gebruik willen bevorderen van documenten die voor verschillende doeleinden kunnen worden aangewend), toch is de gemachtigde van de Minister het erover eens dat de helderheid van de nieuwe voorschriften vooronderstelt :

- het voorschrijven dat een voorafgaand verzoek tot het verkrijgen van een openingsvergunning moet worden ingediend;

- het in de wet vastleggen van de criteria waarmee kan worden bepaald aan welke gemeente de slijter zijn verzoek moet richten, inzonderheid wat betreft de reizende slijterijen.

Artikel 14

1. Artikel 14 van het voorontwerp beoogt de wijziging van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, levering en diensten.

Overeenkomstig artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 10 maart 1998 tot inrichting van de Commissie voor de overheidsopdrachten, dient deze bepaling door de Eerste Minister voor advies te worden voorgelegd aan de voornoemde Commissie.

Uit geen enkel stuk uit het dossier blijkt dat aan dit vormvereiste is voldaan. De steller van het voorontwerp dient ervoor te zorgen.

2. De afdeling wetgeving merkt op dat de vereenvoudigingsmaatregelen waarin voorzien wordt door de laatste twee zinnen van artikel 23, § 4, nieuw tweede en derde lid, van de voornoemde wet van 24 december 1993, geen betrekking hebben op betekeningen bij deurwaardersexploot.

In voorkomend geval dient de tekst in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Artikel 15

Gelet op artikel 3 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, is het onnodig te preciseren dat de Kruispuntbank van Ondernemingen opgericht is "bij de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie". Die woorden dienen te vervallen.

Artikel 16

In verband met de Franse tekst van de tweede paragraaf van artikel 3 van de wet van 9 maart 1993 ertoe strekkende de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren, schrijve men in het ontworpen 3° "abrogé" in plaats van "supprimé".

Artikel 19

Het eerste lid heeft geen enkel nut aangezien het enkel opnieuw melding maakt van de gewone regel van de inwerkingtreding van wetteksten. Het tweede lid is voldoende.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

De verslagen werden uitgebracht door HH. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd en G. SCOHY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS